

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 21/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TEREOS FRANCE**

Route de Paris  
45410 Artenay

Références : EB 70/2024 - VAT20240081  
Code AIOT : 0010001557

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2024 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 Artenay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La présente visite d'inspection est une visite réactive à la suite d'un incendie survenu sur le site TEREOS le 06/02/2024.

L'incendie a eu lieu au niveau des anciennes tours aéroréfrigérantes en cours de démolition. Ces TAR sont situées au niveau de la zone du four à chaux.

Le départ de feu a été débuté à 14h55 lors de l'opération de démolition des TAR.

4 personnes travaillaient sur le chantier (prestataire extérieur). 1 personne a été blessée légèrement aux mains et prise en charge par les pompiers.

TEREOS a fait appel aux services de pompiers interne et externe au site.

A 15h02, les pompiers externes sont arrivés sur site et ont procédé à la mise en protection par un rideau d'eau du bâtiment conditionnement situé à proximité des TAR pendant que les pompiers internes ont procédé à la mise en protection par un rideau d'eau du stockage de produits

chimiques, lui aussi situé à proximité des TAR.

Déclenchement du POI à 15h06.

L'inspection des installations classées a été informé de l'incendie par diverses sources en même temps, aux alentours de 15h15.

A 15h16, l'incendie était éteint.

Une lance en préventif a été laissée par les pompiers au niveau du stockage de produits chimiques, dans l'attente de la vérification de l'intégrité des cuves.

Selon les éléments recueillis lors de visite, les eaux d'extinction incendie ont été confinées sur site et notamment dans la fosse 4.

Les pompiers ont procédé à une reconnaissance de feu couvant au niveau de la toiture du bâtiment conditionnement et une vérification de l'intégrité des cuves de produits chimiques. Aucun feu couvant et aucune fuite de produits chimiques n'a été constaté.

Selon les premiers éléments recueillis sur site, le départ de l'incendie est le résultat de l'utilisation d'un chalumeau pour les opérations de démolition (découpe d'une tuyauterie) entraînant une projection de métal en fusion sur les éléments en plastique constitutifs de la TAR, puis un embrasement rapide et généralisé de la TAR.

Le POI a été levé à 19h30.

Un arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été signé, par Madame la préfète, le 07/02/2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploitée pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, rendant nécessaire la prise de nouveaux actes, dont le dernier, en date du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

Les installations de stockage de céréales exploitées dans cet établissement relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2160-2 (silos verticaux), tandis que celle de stockage de pellets de betterave relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2160-1 (silos plats).

Les installations concernées par l'incendie sont d'anciennes tours aéroréfrigérantes remplacées par de nouvelles, soumises à enregistrement au titre de rubrique 2921.

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rapport incident	Code de l'environnement du 06/02/2024, article R. 512-69 et art.3 de l'APMU du 07/02/2024	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
2	Prélèvements dans l'environnement	AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 2	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours
3	Mesures dans les eaux d'extinction incendie	AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 4	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours
4	Travaux par points chaud-Permis de feu	AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.4.6 et 74.6.1	Demande d'action corrective	15 jours
5	Gestion des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.10.1	Demande de justificatif à l'exploitant	21 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rapport incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 06/02/2024, article R. 512-69 et art.3 de l'APMU du 07/02/2024
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport incident
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. R. 512-69 L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances

dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

art.3 de l'APMU du 07/02/2024

En application de l'article R.512-69 du code de l'environnement, une fiche «incident» et un rapport d'accident sont transmis par l'exploitant au Préfet et à l'inspection des installations classées.

Ils comportent, notamment:

- les circonstances et la chronologie de l'événement;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement);
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme;
- la fiche «accident» transmis par l'inspection des installations classées sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

#### **Constats :**

A l'issue de l'incident, l'exploitant doit établir un rapport incident mentionnant notamment circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire.

Ce rapport pourra être complété avec les résultats des mesures dans l'environnement et dans les eaux d'extinction incendie, dont les résultats sont attendus au delà de l'échéance du rapport incident.

Par courriel du 08/02/2024, l'exploitant a transmis la fiche incident faisant état des premiers éléments relatifs à cet incendie.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Le rapport incident établi par l'exploitant présentant les causes profondes de l'incendie et les mesures à prendre ou à envisager prises ou envisagées pour éviter un accident similaire doit être transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15jours

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prélèvements dans l'environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• réalisation de prélèvements conservatoires dans l'environnement sur site et hors site des différentes matrices suivantes :</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sol : sauf impossibilité technique dûment justifiée, des prélèvements de sol sont réalisés au plus près du foyer de l'incendie, de la zone de ruissellement des eaux d'extinction au niveau du local émulseur et à distance croissante sous le panache de fumées d'incendie ;</li> <li>• eaux d'extinction : prélèvements dans la fosse n°4 avant élimination ;</li> <li>• autres matrices : des prélèvements de végétaux, dans les champs environnants et sous le panache de fumée ;</li> </ul> <p>Le plan de prélèvement prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées).</p> <p>Les paramètres recherchés portent sur les produits de décomposition / de dégradation susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement compte-tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'accident qui ont pu être observées. A minima sont recherchés :</p> <p>Matrice air : Métaux (a minima : As, Pb, Cr, V, Ba, Ni), screening, composés organiques volatils (COV), H2SO4, HAP, BTEX</p> <p>Matrices sols, végétaux : Métaux (a minima : As, Pb, Cr, V, Ba, Ni), HAP</p> <p>Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement par les produits et matières dangereuses diffusées. Ainsi, l'état naturel de l'environnement (zones témoins) et les valeurs de gestion réglementaires en vigueur pour les eaux de boisson, les denrées alimentaires et l'air extérieur sont les références pour l'appréciation des risques et la gestion. En l'absence de valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires est réalisée.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Compte tenu des fumées importantes émises par l'incendie, il est rendu nécessaire de procéder à des mesures dans l'environnement post-accidentelles.</p> <p>L'arrêté de mesures d'urgence impose donc des mesures dans l'air, dans les sols et dans les végétaux.</p> <p>Les mesures sont effectuées au plus proche de l'incendie, puis sous le panache de fumées selon la direction des vents le jour de l'incendie.</p> <p>A posteriori de la visite, selon la fiche incident transmise le 08/02/2024, l'exploitant a indiqué que les points de mesures ont été définis et que les prélèvements étaient en cours ou réalisés.</p>

<p>L'exploitant a choisi comme point témoin, l'école maternelle d'Artenay, zone située en dehors du panache de fumées.</p> <p><b>Dans l'attente des résultats des mesures dans l'environnement, pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures de prélèvement dans l'environnement concernant les matrices air, sol et végétaux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 21jours</p>

#### N° 3 : Mesures dans les eaux d'extinction incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 07/02/2024, article Art. 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures dans les eaux d'extinction incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées à l'article 2.</p> <p>Sont a minima recherchés dans ces eaux d'extinction les composés suivants : Métaux (a minima : As, Pb, Cr, V, Ba, Ni), HAP, les per- et polyfluoroalkylées, a minima ceux visés au point 2° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 susvisé.</p> <p>L'exploitant fournit un examen de l'acceptabilité du rejet de ces eaux d'extinction vers les eaux superficielles voisines ou vers le réseau d'assainissement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux d'extinction incendie sont des eaux susceptibles d'être polluées. Aussi, avant tout rejet, l'exploitant doit effectué des mesures de composés dans ces eaux.</p> <p>De plus, les pompiers externes ont utilisés des émulseurs lors de leur intervention. Aussi, il est nécessaire d'effectuer une recherche des PFAS.</p> <p><b>Dans l'attente des résultats des mesures dans les eaux d'extinction incendie, pas d'écart constaté</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre les résultats des mesures dans les eaux d'extinction incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 21jours</p>

#### N° 4 : Travaux par points chaud-Permis de feu

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.4.6 et 74.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 7.4.6</p> <p>Tous les travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter.</p> <p>Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis d'intervention et éventuellement d'un permis de feu et en respectent une consigne particulière.</p> <p>Le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée.</p> <p>Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis d'intervention et éventuellement le permis de feu et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Art. 7.4.6.1</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les motivations ayant conduit à sa délivrance,</li> <li>• la durée de validité,</li> <li>• la nature des dangers,</li> <li>• le type de matériel pouvant être utilisé,</li> <li>• les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations,</li> <li>• les moyens de protection à mettre en oeuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</li> </ul> <p>Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies.</p> <p>A l'issue des travaux et avant la reprise de l'activité, une réception est réalisée par l'exploitant ou son représentant et le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure pour vérifier leur bonne exécution, et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>A posteriori de la visite, par courriel du 07/02/2024, l'exploitant a transmis le permis de feu relatif</p>



aux travaux de démolition en cours au moment de l'incendie des TAR. Le permis feu est daté du 05/02/2024 pour des travaux entre 08h et 17h. Sa date de validité court jusqu'au 08/02/2024, à 16h30.

Le permis feu mentionne des travaux avec chalumeau/décapage thermique et par meulage/tronçonnage.

Il mentionne notamment la mise à la disposition des opérateurs de bâches ignifugées. Concernant les risques, il n'est coché que les risques de projection d'étincelles, aucun risque lié à l'environnement et aux matériaux. Néanmoins, le permis feu mentionne le champ «*présence de produits combustibles ou inflammables dans un rayon de 10 m autour des travaux*». Les éléments de la TAR étant en plastique, ce champ aurait dû être coché. De plus, la proximité du stockage de produits chimiques n'est pas mentionnée.

Enfin, le permis feu mentionne la réalisation de nombreuses rondes post travaux et la prolongation des travaux au 06/02/2024, à partir de 8h.

Par courriel du 08/02/2024, l'exploitant a transmis les éléments suivants:

- un extrait du Plan de Prévention mentionnant une première visite du chantier effectuée le 04/12/2023, afin d'établir le Plan de Prévention,
- un compte rendu de visite terrain avant démolition réalisée le 24/01/24, identifiant des actions de préventions à mettre en œuvre,
- le compte rendu N°3 quotidien, en date du 06/02/24, du préventeur AGERE, qui atteste des mesures en place sur le chantier de démolition des TAR, notamment des mesures de protection des cuves de produits chimiques. En effet, ce compte-rendu mentionne qu'une bâche ignifugée a été suspendue à une nacelle pour faire barrière de protection,
- la personne qui a signé le permis feu pour TEREOS (coordinateur travaux) a été formée le 15/06/2023, et habilitée (fiche de qualification au poste).

**C1: L'analyse de risque et le permis feu ne mentionnent pas le risque liée à l'utilisation d'un chalumeau en présence de matières combustibles présentes dans la TAR, et l'absence de mise en place de bâche ignifugée entre les travaux au chalumeau et les éléments combustibles en plastique de la TAR.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit en tirer un retour d'expérience et alimenter le rapport incident prévu à l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15jours

**N° 5 : Gestion des eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 04/09/2020, article Art. 7.10.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction incendie

**Prescription contrôlée :**

<p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés aux bassins de stockage des effluents et aux deux bassins d'orage.</p> <p>L'exploitant veille à maintenir en permanence un volume suffisant pour accueillir, le cas échéant, ces eaux polluées. Les organes de commande nécessaires à cette opération doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Les effluents doivent respecter les normes rappelées à l'Article 4.3.6. du présent arrêté ou, en accord avec l'inspection des installations classées, être évacués vers les bassins de lagunage. A défaut, ils doivent être traités conformément au titre 5 du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite l'inspection a noté que les eaux contenus dans la fosse 4 vont dans le bac à boue puis vers le bassin D1.</p> <p>La fosse 4 et le bac à boue sont munies d'une pompe de relevage. Le déclenchement de cette pompe de relevage s'effectue par un flotteur de niveau haut.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les niveaux d'eau dans la fosse 4 et le bac à boue était plus bas que le flotteur de déclenchement de la pompe de relevage.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la pompe de relevage de la fosse 4 a été isolé, et donc mis hors service à 15h27.</p> <p>Par ailleurs, compte tenu de l'arrêt d'une pompe de relevage à proximité des TAR impliquées dans l'incendie, les eaux extinction incendie se sont répandues autour du local émulseur, point bas de la zone, et par ruissellement en passant par les canalisations.</p> <p>Dans sa fiche incident transmise par courriel du 08/02/2024, l'exploitant a indiqué que les eaux de cette zone ont été pompées dès le 06/02/2024, et ramenées vers la fosse 4.</p> <p>Enfin, la fiche incident précitée mentionne que la société MEYER a procédé à un pompage intégral de la fosse 4 et réalisé un stockage de ces eaux dans 2 cuves disponibles sur le site.</p> <p>Compte tenu des éléments précités, les eaux d'extinction incendie ont été confinées sur le site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit estimer et justifier du volume d'eaux d'extinction incendie mis en œuvre et justifier du volume d'eau pompé de la fosse 4 vers les cuves disponibles.</p> <p>L'exploitant doit préciser l'exutoire retenu des eaux d'extinction incendie après analyse de leurs qualités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 21 jours</p>